

« L'Afrique pensante : relecture critique des épistémicides et résurgence des savoirs endogènes »

Thérèse SAMAKE

Enseignante-chercheure, Maître-Assistant en Philosophie

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest-Unité

Universitaire à Bamako

mathere@hotmail.fr

+223 76 05 49 57

Résumé

Cet article interroge la résurgence des savoirs endogènes africains à travers une lecture constructive des continuités historiques, des ressources critiques internes et des dynamiques contemporaines d'innovation. Il met en lumière la diversité et la vitalité des formes de connaissance enracinées dans les sociétés africaines, ainsi que leur capacité d'adaptation face aux mutations. La réflexion souligne l'émergence d'une conscience épistémique africaine tournée vers la souveraineté cognitive, la justice des savoirs et la reconnaissance de la pluralité des rationalités. En s'appuyant sur des pratiques concrètes – éducation, santé, gouvernance, médiation – l'article montre que ces savoirs, loin d'être dépassés, sont porteurs de solutions ancrées et d'un horizon partagé. Il plaide ainsi pour un dialogue fécond entre les traditions intellectuelles, dans une logique de co-construction des savoirs au service d'un avenir commun.

Mots-clés : *Savoirs endogènes – souveraineté cognitive – pluralité des rationalités – justice épistémique – Afrique pensante*

Introduction

Les formes de production du savoir s'inscrivent dans des dynamiques historiques, politiques et culturelles qui façonnent la manière dont les sociétés pensent leur monde, leur mémoire et leur devenir. En Afrique, l'histoire de la pensée et de la

connaissance a été profondément marquée par des processus d'extraversion et de délégitimation, au point que des pans entiers des systèmes de savoirs endogènes ont été réduits au silence ou marginalisés dans les institutions officielles (M. Kane & M. Samba, 2025, p. 1). Cette disqualification, souvent naturalisée au nom de l'universalisme scientifique, participe d'un phénomène plus vaste que certains auteurs analysent comme un *épistémicide* : non pas simple disparition de savoirs, mais, selon B. de Sousa Santos, (2014, p. 92) « effacement systématique de leur validité, de leur rationalité propre et de leur capacité à structurer le réel ». L'oralité reléguée, les langues locales confinées à l'espace domestique, les cosmologies communautaires disqualifiées au profit de grilles interprétatives importées : autant de manifestations d'une violence symbolique dont les effets continuent de peser sur les manières africaines de connaître et de transmettre. Comme le souligne V.Y. Mudimbe, (1988, p. 34), « la construction d'une science autochtone passe par la déconstruction des discours universalistes et la reconstitution d'une archéologie des représentations africaines ».

Dans un contexte contemporain de crise généralisée des modèles dominants – économiques, écologiques, épistémiques – se manifeste une volonté croissante de repenser les fondements de la connaissance à partir des réalités africaines. Ce mouvement, qui traverse les milieux universitaires, éducatifs, artistiques et politiques, ne relève pas d'un retour nostalgique aux traditions, mais d'un processus critique et créatif de réactivation des ressources endogènes, au service d'une souveraineté cognitive renouvelée. P. Hountondji, (1994, p. 27), rappelle à ce propos que « les savoirs dits traditionnels ne sont pas des vestiges figés, mais des constructions dynamiques, évolutives, forgées dans l'expérience ». Cette

dynamique trouve un écho particulier dans certaines régions comme les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), où les mutations géopolitiques s'accompagnent d'un effort visible de valorisation des langues nationales, de relecture des structures communautaires et de reconnaissance des savoirs localement enracinés (A. Kane & M. Samba, 2025, p. 3).

C'est dans ce contexte que se pose la problématique centrale de cette recherche : comment la résurgence critique des savoirs endogènes africains, articulée à une relecture épistémologique rigoureuse et ouverte, peut-elle constituer le socle d'un projet africain de société fondé sur la justice cognitive, la pluralité des rationalités et la reconfiguration des modèles de développement ? Cette interrogation invite à dépasser les oppositions binaires entre tradition et modernité, oralité et écriture, local et global, pour questionner la capacité des sociétés africaines à mobiliser leurs propres ressources intellectuelles dans la construction d'alternatives enracinées, pertinentes et durables.

L'objectif de cet article est de contribuer à une meilleure compréhension des fondements et des implications de cette résurgence, en montrant que les savoirs endogènes ne relèvent pas du seul patrimoine symbolique, mais qu'ils peuvent nourrir des pratiques sociales, éducatives et politiques innovantes. Il s'agit d'explorer les conditions dans lesquelles ces savoirs, longtemps marginalisés, redeviennent opérants, légitimes et structurants pour l'avenir du continent.

L'hypothèse de travail soutient que la réhabilitation critique des savoirs endogènes africains constitue un levier essentiel de souveraineté cognitive. Loin de s'opposer aux formes de savoir issues d'autres horizons, ces rationalités peuvent participer activement à un dialogue des connaissances, à condition d'être reconnues pour ce qu'elles sont : des systèmes cohérents,

dynamiques, porteurs de sens, et capables d'interpréter le réel à partir de logiques propres.

Le cadre théorique mobilisé pour cette analyse croise plusieurs courants : les épistémologies du Sud (B. de Sousa Santos, 2014), les théories critiques postcoloniales (V.Y. Mudimbe, 1988), les réflexions sur la souveraineté narrative et cognitive (F. Sarr, 2016), ainsi que les perspectives de philosophie politique africaine (F. Nyamsi, 2022). L'anthropologie des savoirs y joue un rôle transversal, en liant les formes de connaissance à leurs ancrages sociaux, linguistiques et symboliques. Ces approches permettent de déconstruire les logiques de domination symbolique et de faire émerger les conditions d'un *pluriversel cognitif*, dans lequel les rationalités africaines puissent dialoguer à égalité avec d'autres formes de pensée.

La méthode adoptée est interdisciplinaire. Elle combine une analyse conceptuelle des discours critiques contemporains avec une lecture de pratiques concrètes de revalorisation des savoirs dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'écologie ou de la gouvernance communautaire (A. Ouallly, 2025, p. 81). L'approche adoptée articule ainsi des matériaux théoriques et empiriques dans une perspective à la fois critique, contextuelle et transformatrice.

L'article s'organise autour de trois axes complémentaires : d'abord, une relecture des mécanismes historiques de marginalisation des savoirs endogènes ; ensuite, une analyse des ressources critiques internes portées par la pensée africaine contemporaine ; enfin, une mise en lumière des dynamiques actuelles de résurgence et de valorisation des savoirs enracinés, dans leur portée transformatrice pour l'avenir intellectuel, éducatif et politique du continent.

1. Continuités dynamiques des savoirs africains à travers les mutations historiques

Aborder la question des savoirs africains suppose d'abord de se libérer d'une vision discontinuiste ou défensive qui en ferait soit un patrimoine figé, soit une réalité victime d'effacement. Ce qui frappe, au contraire, lorsqu'on les observe dans leur profondeur historique, c'est leur capacité à se maintenir dans le temps, à se transformer sans se trahir, à se recomposer dans les interstices du quotidien, même lorsque les formes dominantes du savoir semblaient les marginaliser. Loin d'être de simples survivances, ces savoirs endogènes africains constituent un socle épistémique souple et vivant, dont la transmission, la contextualisation et la plasticité témoignent d'« une profonde intelligence du réel » (N. M. Kouassi, 2008, p. 49). Tout au long des mutations historiques – dynamiques internes, échanges transrégionaux, rencontres interculturelles – les sociétés africaines ont su faire preuve d'« une étonnante capacité d'intégration, de sélection et de relecture critique » (N. M. Kouassi, 2008, p. 55). Les savoirs n'y ont jamais été isolés de la vie sociale, mais « profondément incarnés dans les pratiques, les gestes, les récits, les structures communautaires, et transmis dans des cadres relationnels où la parole, la mémoire et l'observation tenaient lieu de laboratoire » (Ibid.). Avant même d'envisager leur réhabilitation contemporaine, il importe donc de reconnaître que ces savoirs n'ont jamais disparu : « ils ont circulé, résisté, évolué, parfois en silence, parfois à l'ombre des institutions officielles, mais toujours en interaction avec les transformations du monde » (V.Y. Mudimbe, 1988, p. 54).

1.1. Diversité des formes de savoir dans les sociétés africaines anciennes

L'analyse de la diversité des formes de savoir dans les sociétés africaines anciennes s'appuie sur une approche théorique qui considère le savoir comme un système vivant, communautaire et évolutif, profondément enraciné dans les contextes sociaux, écologiques et historiques africains. Plusieurs axes structurent ce cadre : l'intégration du savoir à la vie quotidienne, la centralité de l'oralité, la richesse des savoirs techniques et écologiques, le rôle des structures sociales dans la transmission, et la plasticité de ces systèmes cognitifs.

Premièrement, le savoir africain traditionnel est holistique : il s'inscrit dans tous les moments de l'existence et répond à des besoins concrets tout en structurant une vision du monde cohérente et symbolique (N.M. Kouassi, 2008, p. 49 ; P. Hountondji, 1994, p. 27). Contrairement à la tradition occidentale, il n'est pas compartimenté mais intégré à la vie sociale et environnementale.

Deuxièmement, l'oralité occupe une place centrale. Loin d'être un simple moyen de communication, elle constitue un vecteur de pensée et de transmission doté de règles et de fonctions précises. À travers contes, proverbes, chants et épopées, l'oralité transmet une éthique, une mémoire collective et une pédagogie implicite, tout en incarnant une grande densité intellectuelle (A.H. Bâ, cité par The Afro News, 2012 ; V.-Y. Mudimbe, 1988, p. 54 ; A. Kane & M. Samba, 2025, p. 2).

Troisièmement, les savoirs techniques et écologiques témoignent d'une rationalité empirique et adaptative. Les sociétés africaines ont développé des connaissances fines sur

l'agriculture, la pharmacopée, la gestion des ressources naturelles ou la métallurgie, fondées sur l'observation et l'expérimentation collective (Calenda, 2024). Cette rationalité écologique, qualifiée d'« éco-bio-communautarisme » (G. Tangwa, cité par Calenda, 2024), repose sur une vision de la nature comme partenaire.

Quatrièmement, les structures sociales telles que les conseils de sages, institutions initiatiques ou guildes professionnelles jouent un rôle clé dans la conservation et la transmission des savoirs. L'éducation est collective, répartie dans le tissu social, et repose sur une pédagogie du passage et de la reconnaissance progressive des acquis (N.M. Kouassi, 2008, p. 55 ; GTENF, 2010, p. 12).

Enfin, la plasticité et la capacité d'innovation de ces systèmes sont essentielles. Loin d'être figés, ils ont toujours su intégrer et réinterpréter les apports extérieurs, témoignant d'une aptitude à l'innovation et à la résilience face aux changements du monde (V.-Y. Mudimbe, 1988, p. 54 ; A. Kane & M. Samba, 2025, p. 4).

Ce cadre théorique, inspiré des travaux sur les savoirs endogènes africains, s'oppose à la vision occidentale du savoir comme statique ou local. Il affirme que les savoirs africains sont dynamiques, socialement construits et capables de dialoguer avec d'autres systèmes pour répondre aux défis contemporains, notamment en matière de développement, de durabilité et de justice cognitive.

1.2. Capacités d'adaptation et de réinvention face aux rencontres interculturelles

L'histoire du continent africain est jalonnée de contacts, d'échanges et de circulations avec d'autres cultures, bien avant les périodes coloniales. Loin de s'être refermées sur elles-mêmes, les sociétés africaines ont démontré à plusieurs reprises une remarquable capacité à intégrer des apports extérieurs tout en préservant leurs propres fondements. Les rencontres interculturelles – qu'elles soient commerciales, religieuses, diplomatiques ou techniques – ont souvent donné lieu à des formes originales d'hybridation, dans lesquelles les éléments exogènes étaient filtrés, réinterprétés et inscrits dans une logique d'ensemble déjà existante (G.Oually, 2024, p. 246). Comme le souligne G. Canclini, l'hybridité « suppose la rencontre de deux parties qui tendent vers l'homogénéité », produisant ainsi « de nouvelles structures, objets et pratiques » (G. Canclini, 2010, p. 28 cité par G. Oually, 2024, p. 247).

Cette capacité d'adaptation n'était pas une soumission, mais une forme d'intelligence culturelle. L'intégration d'un apport nouveau ne se faisait jamais mécaniquement : elle impliquait un processus d'appropriation à partir de référents propres, souvent situés dans les structures symboliques, les rapports au temps, ou les systèmes de parenté (G. Oually, 2024, p. 248). Ainsi, des concepts ou objets venus d'ailleurs pouvaient prendre des significations différentes en fonction du contexte, être détournés de leur usage initial ou se fondre dans une cosmologie plus large. Comme l'affirme A. É. Kane, « la tradition dont nous croyons volontiers qu'elle nous vient d'une seule pièce du fond des âges est en fait la résultante d'une série d'autres qui s'emboîtent et produisent une configuration

nouvelle, alors même que celle-ci apparaît comme un legs ancien » (Kane, 2011, p. 25 cité par G. Oually, 2024, p. 253).

De nombreuses sociétés ont ainsi su créer des formes de coexistence entre traditions endogènes et éléments venus de l'extérieur. Les pratiques religieuses, les formes d'autorité ou les usages techniques se sont transformés à travers le dialogue entre continuité et innovation. Loin de provoquer une rupture radicale, ces interactions ont souvent enrichi le répertoire culturel, renforcé les réseaux de transmission et stimulé de nouvelles expressions de la pensée (G. Oually, 2024, p. 250 ; GTENF, 2010, p. 19). Cette dynamique d'ouverture maîtrisée est révélatrice d'une vision du monde qui refuse l'uniformité sans exclure l'échange. L'accueil de l'altérité ne signifiait pas l'effacement de soi, mais une négociation permanente entre le familier et le nouveau. Dans les langues, les arts, les savoir-faire ou les institutions, les sociétés africaines ont souvent produit des synthèses originales, témoignant de leur capacité à faire face à la complexité du monde sans perdre leur ancrage (G. Oually, 2024, p. 254).

Cette aptitude à intégrer sans se diluer, à transformer sans se renier, constitue l'un des traits les plus féconds des trajectoires intellectuelles africaines. Elle montre que l'histoire du savoir en Afrique n'est pas une histoire de clôture ou de résistance défensive, mais une histoire de souplesse, de discernement et de créativité dans la relation à l'autre (G. Oually, 2024, p. 254). Cette posture, fondée sur une intelligence du contexte et une capacité d'interprétation, a permis aux sociétés africaines de préserver, parfois de façon discrète ou silencieuse, des éléments fondamentaux de leur patrimoine intellectuel et culturel, même lorsque ceux-ci semblaient marginalisés ou menacés par les influences extérieures. Ainsi, au cœur des

pratiques sociales, des gestes quotidiens ou des rituels communautaires, persistent des savoirs et des logiques endogènes qui, tout en s'adaptant aux mutations, continuent de structurer en profondeur les dynamiques sociales et identitaires (GTENF, 2010, p. 19). Ce sont précisément ces persistances silencieuses et ces résurgences discrètes qui constituent le socle invisible mais vivant de la continuité des savoirs africains.

1.3. Persistances silencieuses et résurgences discrètes dans les pratiques sociales

Si les systèmes modernes d'éducation et de savoir ont largement contribué à transformer les cadres officiels de transmission, ils n'ont pas pour autant effacé les savoirs endogènes. Ces derniers ont continué d'exister en marge, dans l'ombre, parfois de manière discrète, mais toujours enracinés dans les pratiques sociales, les gestes du quotidien, les relations communautaires. Leur résilience se manifeste moins dans les institutions formelles que dans les dynamiques vivantes des familles, des villages, des métiers et des rites (N.M. Kouassi, 2008, p. 112). On retrouve ces persistances dans la manière dont les communautés organisent la vie collective, résolvent les conflits, soignent les malades, accompagnent les âges de la vie. Derrière chaque cérémonie, chaque parole rituelle, chaque geste de soin ou de médiation, se cache une mémoire de la pratique et une intelligence du contexte (GTENF, 2010, p. 23). Le savoir se transmet alors non par accumulation de contenus, mais par immersion dans des situations concrètes, dans un tissu relationnel dense où l'apprentissage passe par la présence, l'observation et l'imitation. Comme le souligne Kouassi, « le savoir-faire traditionnel africain se perpétue à travers l'exemple, l'expérimentation et la participation active à la vie communautaire » (N.M. Kouassi, 2008, p. 115). Dans les

domaines de la santé, de l'agriculture, de la construction, ou encore de la médiation sociale, les savoirs endogènes se sont adaptés aux conditions nouvelles tout en gardant leur cohérence interne. Ils ont parfois évolué, incorporé des éléments modernes, dialogué avec d'autres disciplines, mais sans perdre leur spécificité (V.Y. Mudimbe, 1988, p. 78).

Cette capacité à se recomposer dans le silence, hors du regard institutionnel, témoigne d'une force de continuité qui mérite d'être reconnue et valorisée. « Les formes de savoir n'aspirent pas toujours à être visibles. Elles vivent dans la proximité, dans l'expérience partagée, dans la transmission implicite. Leur autorité repose sur la reconnaissance sociale plus que sur la certification » (P. Hountondji, 1994, p. 112). Pourtant, elles structurent en profondeur les représentations, les pratiques et les valeurs. Leur discrétion n'est pas un signe de faiblesse, mais un mode d'existence particulier, qui échappe aux logiques de domination et de visibilité imposées par d'autres systèmes (A. Kane & M.Samba, 2025, p. 7).

Aujourd'hui, l'observation attentive des sociétés africaines révèle que ces persistances silencieuses ne sont pas de simples reliques du passé : elles connaissent parfois de véritables résurgences, portées par des initiatives communautaires, des mouvements associatifs ou des choix individuels. La de la médecine traditionnelle, la réhabilitation des pratiques agricoles ancestrales, le retour à certaines formes de médiation coutumière ou la revitalisation des langues locales témoignent de cette valorisation dynamique de résurgence discrète (GTENF, 2010, p. 25). Ces phénomènes montrent que loin d'être condamnés à la marginalité, les savoirs endogènes africains continuent d'irriguer la vie sociale et d'inspirer des solutions adaptées aux défis contemporains.

En définitif, ce parcours à travers les continuités dynamiques, les capacités d'adaptation et les persistances silencieuses des savoirs africains rencontrés en lumière la vitalité et la résilience d'un patrimoine intellectuel trop souvent sous-estimé. Loin d'être figés ou condamnés à la disparition, les savoirs endogènes africains ont su traverser les mutations historiques, s'enrichir des rencontres interculturelles et se maintenir, parfois discrètement, au cœur des pratiques sociales. Cette dynamique, révélée par l'analyse des trajectoires africaines, atteste que l'histoire des savoirs sur le continent ne se réduit pas à une succession de ruptures ou de pertes, mais s'inscrit dans un processus continu de sélection, de réinvention et de transmission (N. M. Kouassi, 2008, p. 115 ; Hountondji, 1994, p. 112).

Ainsi comprendre, la richesse de ces héritages ne relève pas d'une simple mémoire passive : elle constitue un socle vivant, porteur d'avenir, à partir duquel s'invente une capacité critique à interroger, renouveler et affirmer les conditions de production du savoir en Afrique.

2. Ressources critiques des pensées africaines pour une souveraineté cognitive

La vitalité des savoirs endogènes africains ne se limite pas à leur survie ou à leur adaptation : elle s'accompagne d'une dynamique critique qui remet en question les cadres de légitimité hérités de la colonisation et de la modernité occidentale. Des penseurs comme Hountondji, Mudimbe, Mbembe et Sarr ont montré la nécessité de déconstruire les mécanismes de domination symbolique qui ont longtemps relégué les rationalités africaines à la périphérie du savoir

universel. Cette démarche vise à refonder les conditions d'une souveraineté cognitive, permettant aux sociétés africaines de définir elles-mêmes les critères de légitimité et d'utilité de leurs systèmes de connaissance.

Dans cette perspective, la philosophie africaine contemporaine apparaît comme un espace de résistance, d'innovation et de proposition, s'appuyant sur la relecture des traditions, l'ouverture au dialogue interculturel et la reconnaissance de la pluralité des rationalités humaines. Cette exigence d'« Afrique pensante » invite à dépasser les oppositions tradition/modernité ou local/global, pour concevoir le savoir comme un champ d'invention et de responsabilité partagée.

F. Sarr propose ainsi de penser l'Afrique en mouvement, en dehors des concepts imposés et des mythes extérieurs, afin de libérer sa créativité et sa capacité à inventer ses propres futurs. Loin de se limiter à la critique, la pensée africaine contemporaine élabore de nouveaux paradigmes et revendique le droit de penser à partir de soi, dans un dialogue fécond avec les autres traditions intellectuelles du monde. Cette dynamique constitue le socle d'une souveraineté cognitive africaine en devenir.

2.1. Vers une conscience épistémique africaine renouvelée

Le développement d'une conscience épistémique africaine renouvelée s'est nourri d'un long travail d'introspection, de lucidité et de dépassement des modèles cognitifs imposés de l'extérieur. Il ne s'agit plus seulement de constater l'héritage de schémas de pensée exogènes, mais de s'interroger : à partir de quelles références, de quelles expériences et de quels horizons l'Afrique peut-elle désormais penser son propre devenir ? Cette interrogation déborde le seul cadre académique ; elle engage

l'éducation, la culture, la gouvernance et la manière dont les sociétés africaines se représentent et se projettent dans un monde en mutation (J.-M. Ela, 2009, p. 212). Cette prise de conscience s'est éveillée à travers plusieurs constats convergents : l'inadéquation de modèles éducatifs importés face aux réalités locales, la difficulté à valoriser les langues et logiques propres aux cultures africaines, ou encore le sentiment persistant d'une parole africaine contrainte de s'exprimer dans des cadres qui ne sont pas les siens (M.-F. Lange, 2001, p. 9-10). Face à cela, une prise de distance progressive s'est opérée. Elle a permis à de nombreux acteurs – enseignants, chercheurs, artistes, communautés responsables – de reconsidérer la place des savoirs endogènes, non plus comme de simples fragments du passé, mais comme des ressources d'avenir (MB Mbombog, 2011).

Cette nouvelle conscience repose sur l'idée que le savoir est indissociable du lieu d'énonciation, de l'histoire portée et des questions posées par les sociétés africaines elles-mêmes. Elle implique un recours aux sources, non pour les idéaliser, mais pour les revisiter avec exigence et esprit critique, afin d'en extraire des points d'appui culturels, symboliques et pratiques adaptés aux défis contemporains (Revue Jangada, 2021, p. 423). Il s'agit de repenser l'épistémologie des sciences à la lumière des cultures africaines, pour faire de la science en Afrique « le témoin de la pensée africaine et non le simple reflet de modèles extérieurs » (Revue Jangada, 2021, p. 423).

Ce renouvellement de la conscience épistémique s'observe dans les tentatives de refondation curriculaire, les choix linguistiques assumés, les projets de recherche ancrés localement, ou encore dans les discours publics valorisant

l'intelligence propre au continent (MB Mbombog, 2011). Il traduit un changement de posture profond : « ne plus attendre la validation de l'extérieur, mais s'autoriser à produire du sens à partir de soi, en assumant la complexité des héritages et la diversité des contextes » (J.-M. Ela, 2009, p. 212).

Cette dynamique n'est ni homogène ni uniforme : elle prend des formes variées selon les pays, les disciplines et les générations. Mais elle témoigne d'une même volonté : celle de redonner à l'Afrique la capacité de se dire, de se penser et de se projeter selon ses propres logiques, tout en maintenant un dialogue ouvert avec le reste du monde (MB Mbombog, 2011). C'est dans cette dynamique que s'enracine aujourd'hui l'exigence d'une souveraineté cognitive véritable, portée non par une revendication abstraite, mais par une démarche concrète de reprise en main du savoir (I. Ndongala Maduku, 2024, p. 102).

Cette dynamique de renouveau épistémique s'exprime également dans les choix vestimentaires et la valorisation croissante des cultures et des arts dans plusieurs pays africains. La tendance actuelle est à la mise en valeur des tenues traditionnelles, qui ne se limitent plus aux cérémonies ou aux fêtes, mais s'affichent de plus en plus dans la vie quotidienne et sur les scènes internationales. Ce mouvement participe d'une véritable renaissance culturelle, où l'héritage, l'identité et la créativité indigène sont célébrés et intégrés dans les expressions contemporaines. Il favorise la fierté culturelle, l'autonomisation économique des artisans locaux et la préservation du patrimoine immatériel.

Au-delà de l'habillement, cette valorisation touche aussi la musique, la danse, les arts visuels et l'artisanat, contribuant à un écosystème culturel dynamique qui renforce la cohésion

sociale et l'identité nationale. Le Mali en offre un exemple emblématique : le pays a officiellement dédié l'année 2025 à la culture sous toutes ses dimensions. Cette initiative vise à promouvoir et célébrer la richesse du patrimoine malien, à travers des festivals, expositions, ateliers et campagnes éducatives impliquant les communautés et la diaspora. Elle soutient également les artistes et artisans locaux, encourage le tourisme culturel et assure la transmission des savoirs aux jeunes générations, tout en réaffirmant le rôle central de la culture dans la cohésion sociale et le développement durable du pays.

Ce renouveau de la conscience épistémique, visible autant dans les politiques publiques que dans les pratiques sociales et culturelles, prépare ainsi le terrain à une réflexion approfondie sur la justice cognitive et la pluralité des rationalités, enjeu central pour la construction d'une Afrique pensante, ouverte et souveraine.

2.2. Justice cognitive et pluralité des rationalités

L'exigence d'une souveraineté cognitive ne se limite pas à l'affirmation d'une capacité à penser depuis l'Afrique ; elle s'inscrit dans une perspective plus large de justice. Penser la connaissance dans sa diversité oblige en effet à interroger les critères implicites qui ont longtemps servi à définir ce qui mérite d'être reconnu comme savoir légitime. Comme le souligne B. de Sousa Santos, « la justice cognitive est une condition nécessaire pour la construction d'un monde plus équitable, où les savoirs de toutes les cultures peuvent coexister et dialoguer » (B. de Sousa Santos, 2014, p. 96). Cette interrogation conduit à une remise en cause du monopole de certaines épistémologies et à la réhabilitation de la pluralité des rationalités humaines (P. Hountondji, 1994, p. 40).

La justice cognitive repose sur l'idée que toutes les sociétés humaines développent des formes de connaissance adaptées à leur environnement, à leur histoire, à leur vision du monde. Elle implique la reconnaissance du fait que ces formes de savoir ne se hiérarchisent pas selon une échelle unique de scientificité, mais qu'elles se comprennent dans leur logique propre (B. de Sousa Santos, 2014, p. 98). En ce sens, la rationalité ne se réduit pas aux normes d'une méthode unique ; elle peut être expérimentale, narrative, symbolique, relationnelle ou communautaire, selon les contextes et les besoins (P. Hountondji, 1994, p. 42).

Dans cette perspective, Felwine Sarr, (2016, p. 25), appelle à dépasser les logiques de rattrapage ou d'imitation, et à « débusquer dans le réel africain les vastes espaces du possible et les féconder ». Pour lui, la souveraineté intellectuelle passe par la capacité de l'Afrique à s'affranchir des cadres d'analyse hérités de l'extérieur et à repenser son devenir à partir de ses propres réalités et de ses ressources culturelles. Il met en garde contre le risque de s'enfermer dans des concepts préfabriqués ou des modèles imposés, qui projettent sur le continent des attentes et des récits venus d'ailleurs, au détriment de sa créativité et de son potentiel d'invention. Cette posture, qui refuse aussi bien la « vulgate afropessimiste » que l'euphorie naïve, vise à réhabiliter la capacité du continent à inventer ses propres horizons, à rebâtir une estime de soi collective et à proposer une nouvelle manière d'être au monde (F. Sarr, 2016, p. 25).

Dans le prolongement de cette réflexion, les traditions africaines témoignent d'une diversité de formes de savoir fondées sur l'observation fine, l'expérience partagée, la transmission orale, la médiation des conflits ou encore le lien entre l'humain et la nature. Selon V.-Y. Mudimbe, (1988, p. 90),

« ces formes de rationalité ne cherchent pas toujours à universaliser, mais à situer, à relier, à donner du sens dans un cadre de vie collectif ». Elles s'inscrivent dans une autre économie du savoir, où le sens précède parfois la mesure, et où la cohérence est réalisée non seulement selon la logique, mais aussi selon la pertinence, la sagesse et l'utilité sociale (A.Kane & M. Samba, 2025, p. 16).

Repenser le cadre de la justice cognitive, c'est donc reconnaître la légitimité de ces rationalités dans l'espace public et académique. C'est permettre aux formes de pensée longtemps marginalisées d'occuper une place active dans la construction des savoirs contemporains, non comme curiosités culturelles, mais comme contributions essentielles à l'intelligence du réel (B. de Sousa Santos, 2014, p. 99). Cette reconnaissance passe par des gestes concrets : l'ouverture des programmes d'enseignement, la valorisation des langues locales, l'accueil de méthodologies alternatives dans la recherche, et la création d'espaces de dialogue entre traditions intellectuelles différentes (GTENF, 2010, p. 20).

Un tel projet ne repose pas sur le rejet de la science moderne, mais sur son élargissement. Il appelle à une décentration, à un déplacement du regard qui permette de penser avec l'autre, à partir de ses logiques propres, dans un esprit de collaboration et de co-construction (P. Hountondji, 1994, p. 45). En cela, la pluralité des rationalités ne divise pas : elle enrichit, elle complexifie, elle ouvre des chemins nouveaux pour une connaissance plus juste, plus humaine et plus contextualisée.

Dans ce cadre, l'Afrique ne demande pas à être intégrée dans une structure existante ; elle propose de contribuer à l'édification d'un nouvel horizon du savoir, où la diversité est considérée comme une richesse, et non comme un écart à corriger. C'est là un acte de confiance dans ses propres

ressources, mais aussi un appel à la responsabilité collective dans la manière dont le monde pense, apprend et se transforme.

2.3. L'Afrique pensante : fondements d'un projet culturel et politique

Penser à partir de soi n'est pas seulement un acte intellectuel ; c'est un geste politique, culturel et existentiel. Comme le rappelle J.-M. Ela, « la libération de l'Afrique passe par la capacité à produire ses propres références, à se donner ses propres critères de légitimité et à assumer la responsabilité de ses choix » (J.-M. Ela, 2009, p. 198). Lorsqu'une société décide de reconnaître la valeur de ses propres savoirs, de leur accorder un espace de déploiement, de les transmettre avec fierté et rigueur, elle pose les fondements d'une véritable souveraineté (P. Hountondji, 1994, p. 144). Une Afrique pensante n'est donc pas une simple posture symbolique : elle engage un projet de société où la connaissance devient l'un des leviers majeurs de transformation, de libération et de projection vers l'avenir (B. de Sousa Santos, 2014, p. 102).

Ce projet repose d'abord sur une revalorisation du capital culturel africain, non dans une logique de patrimoine figé, mais comme ressource vivante, mobile, apte à inspirer des solutions aux défis contemporains. Il ne s'agit pas de revenir à un âge d'or idéalisé, mais de construire une modernité enracinée, capable de conjuguer mémoire et innovation (V.-Y. Mudimbe, 1988, p. 112). Les traditions ne sont pas ici des poids, mais des points d'appui. Selon A. Mbembe, (2010, p. 67), « la tradition n'est pas un fardeau, mais une ressource pour penser l'avenir ». Elles permettent de penser autrement la relation à la terre, à l'autre, au collectif, à l'autorité, au temps. Elles ouvrent la voie à des

alternatives concrètes aux modèles importés qui ont parfois échoué à s'adapter aux réalités du continent (Kane & Samba, 2025, p. 19).

Une Afrique qui se pense elle-même est aussi une Afrique qui assume la diversité de ses voix, de ses langues, de ses références. Elle n'aspire pas à l'uniformité, mais à la circulation des idées, à la rencontre des différences, à l'élaboration d'un projet commun à partir de la richesse des singularités (J.-M. Ela, 2009, p. 201). Dans ce cadre, « la souveraineté cognitive ne signifie pas l'isolement, mais la capacité à choisir les termes du dialogue, à définir ses priorités, à créer à partir de ce qui fait sens localement » (P. Hountondji, 1994, p. 147).

Cette Afrique pensante est aussi une réponse aux défis politiques. Car un continent qui n'est pas maître de son récit, de sa formation, de son imagination, risque de reproduire indéfiniment des modèles extérieurs qui ne lui correspondent pas (A. Mbembe, 2010, p. 70). La pensée est ici indissociable de l'action : elle éclaire, elle oriente, elle fonde les choix éducatifs, économiques, sociaux. Elle est au cœur du leadership, de la gouvernance, de la justice (B. de Sousa Santos, 2014, p. 104).

À cet égard, la réflexion de F. Nyamsi, (2018, p. 15), sur la « politique de civilisation » en Afrique contemporaine éclaire la portée de ce projet. Pour lui, il s'agit de « produire une humanité africaine satisfaisante pour l'Afrique elle-même et exemplaire pour l'humanité », en assumant la complexité des héritages et en refusant toute soumission aux modèles extérieurs. Il insiste sur la nécessité de « définir nos propres priorités, choisir nos alliances en fonction de nos intérêts et non de ceux des autres », appelant à une autonomie intellectuelle et politique du continent (F. Nyamsi, cité par 237online.com, 2023). Cette autonomie passe par une conscience historique et

une capacité à « ne pas laisser nos relations internationales être dictées par les intérêts des autres » (Ibid.).

Enfin, ce projet culturel et politique repose sur une confiance retrouvée : confiance en la capacité des Africains à produire du sens, à enseigner, à créer, à contribuer à la pensée mondiale. Il ne s'agit pas de se mesurer à d'autres selon leurs critères, mais d'oser proposer une voie singulière, enracinée, ouverte, exigeante. Une voie qui dise que l'Afrique n'est pas seulement un lieu de défis, mais un foyer de sens, de réflexion, d'avenir (A. Kane & M. Samba, 2025, p. 21).

En définitive, l'« Afrique pensante » ne se réduit pas à une revendication identitaire ou à une posture de résistance : elle incarne la capacité du continent à s'affirmer comme espace de création, de dialogue et d'innovation intellectuelle. Cette confiance retrouvée dans la valeur des savoirs endogènes, dans la pluralité des voix et dans la force du dialogue, fonde un projet culturel et politique apte à répondre aux défis contemporains. Elle ouvre la voie à une transformation profonde des modèles éducatifs, sociaux et politiques, où la connaissance, enracinée dans les réalités africaines, devient un levier d'émancipation et de développement. Selon F. Sarr, (2016, p. 32), « l'Afrique n'a personne à rattraper. Elle ne doit plus courir sur les sentiers qu'on lui indique, mais marcher prestement sur le chemin qu'elle se sera choisi ».

3. Dynamiques contemporaines de résurgence et de valorisation des savoirs endogènes

La réflexion sur les savoirs africains ne se limite plus à une approche théorique ou mémorielle : elle s'incarne aujourd'hui

dans une pluralité d'initiatives concrètes à travers le continent. La valorisation des savoirs endogènes se manifeste dans la multiplication de projets éducatifs, sanitaires et culturels ancrés dans les ressources locales, témoignant d'un mouvement de réappropriation, d'expérimentation et de création. Cette résurgence s'appuie sur la vitalité des pratiques traditionnelles, la capacité des populations à conjuguer mémoire et innovation, et l'engagement d'une jeunesse soucieuse d'articuler héritage et avenir. Les savoirs africains démontrent ainsi leur capacité à générer des réponses pertinentes et durables aux défis contemporains, dans des domaines aussi variés que la santé, l'écologie, la gouvernance ou la médiation sociale. Loin d'être perçus comme de simples reliques folkloriques, ils sont désormais reconnus comme des ressources essentielles de l'intelligence collective et des leviers de transformation sociale et d'émancipation. Dans certains pays, notamment au sein de l'Alliance des États du Sahel, cette dynamique prend une dimension politique affirmée, articulant souveraineté intellectuelle et refondation des modèles sociaux à partir des réalités locales. La renaissance africaine passe ainsi par la capacité à faire de ses héritages culturels des leviers de modernité, d'autonomie et d'innovation, participant à la construction d'une Afrique créative, ouverte au dialogue et capable d'inventer à partir de ses propres ressources.

3.1. Réhabilitation des langues et des modalités endogènes de transmission

Parmi les dynamiques majeures de la résurgence des savoirs endogènes en Afrique, la question de la langue et des modes de transmission occupe une place centrale. En effet, la langue n'est pas seulement un outil de communication : elle façonne la pensée, structure la mémoire collective et participe à la

construction du réel. Comme le souligne J.-M. Ela, (2009, p. 174) « la langue est la matrice de la pensée, le lieu où se forge la vision du monde ». Dans le contexte africain, la réhabilitation des langues locales apparaît ainsi comme un enjeu fondamental pour restaurer la vitalité des savoirs endogènes, longtemps marginalisés par la domination des langues coloniales (GTENF, 2010, p. 32).

À travers les langues africaines se sont transmis, de génération en génération, des systèmes de pensée, des formes de sagesse, des cosmovisions et des connaissances pratiques adaptées aux milieux de vie. Ces dernières années, de nombreuses initiatives ont vu le jour pour intégrer ces langues dans les systèmes éducatifs, les médias, ou encore les espaces religieux et communautaires. Selon A. Kane et M. Samba, (2025, p. 24), « l'introduction des langues nationales dans l'enseignement a permis d'améliorer la compréhension et l'ancrage culturel des contenus pédagogiques ». Dans certains pays, des expériences d'enseignement bilingue ou multilingue montrent que la valorisation des référents locaux dès le jeune âge ne s'oppose pas à l'acquisition de langues internationales, mais favorise une construction plus solide de la pensée (GTENF, 2010, p. 35).

Cependant, la revitalisation des savoirs endogènes ne saurait se limiter à la seule question linguistique. Il s'agit aussi de réhabiliter des modalités de transmission qui ont longtemps structuré les sociétés africaines : apprentissage par l'observation, usage du récit, présence des anciens, importance du silence et de la symbolisation. Comme le rappelle V.-Y. Mudimbe, (1988, p. 133), « l'éducation africaine traditionnelle repose sur l'expérience, la répétition signifiante et le lien social ». Ces formes d'éducation informelle ont permis de transmettre des savoirs complexes dans des cadres communautaires forts et continuent aujourd'hui à exister,

parfois en complément des systèmes formels, parfois en parallèle, dans les cercles familiaux, professionnels ou rituels (GTENF, 2010, p. 36).

Des efforts sont également faits pour documenter, traduire, numériser ou revitaliser des récits, des chants, des proverbes, des contes. Ces éléments, loin d'être de simples formes artistiques, constituent des archives vivantes de la pensée africaine, de son rapport au monde, au temps, à la nature et au collectif (J.-M. Ela, 2009, p. 175). Leur présence dans les programmes scolaires, dans les bibliothèques communautaires ou sur des plateformes numériques devient un levier puissant pour reconnecter les jeunes générations à leur héritage tout en les préparant à affronter les défis du monde contemporain (A. Kane & M. Samba, 2025, p. 25).

La réhabilitation des langues et des formes endogènes de transmission n'est pas un simple retour aux traditions : c'est une manière de renouer avec des logiques éducatives profondément humaines, sensibles, adaptées aux réalités locales. En valorisant ces ressources, les sociétés africaines réaffirment leur capacité à former, à transmettre et à faire grandir selon leurs propres rythmes et leurs propres valeurs. Comme le souligne F. Nyamsi, (2018, p. 141), « la souveraineté cognitive commence par la reconquête de la parole et du sens dans les pratiques éducatives ». C'est là un pas essentiel vers une souveraineté cognitive concrète, construite à partir de la parole retrouvée et du sens réinscrit dans les pratiques éducatives.

3.2. Innovations enracinées : santé, gouvernance, écologie et médiation sociale

La résurgence des savoirs endogènes ne se limite pas à leur reconnaissance symbolique ou à leur valorisation dans les

discours. Elle s'incarne aussi dans des pratiques concrètes, réinventées au quotidien par les communautés, les associations locales, ou encore certaines institutions qui cherchent à articuler efficacité et enracinement. Comme le souligne J.-M. Ela, (2009, p. 180), « la créativité africaine consiste à puiser dans l'héritage pour répondre aux défis du présent ». Ces innovations enracinées montrent que les savoirs africains, loin d'être tournés vers le passé, sont capables de générer des réponses pertinentes et durables aux enjeux contemporains, en particulier dans des domaines vitaux tels que la santé, l'écologie, la gouvernance locale et la régulation des conflits (GTENF, 2010, p. 38).

Dans le domaine de la santé, de nombreuses communautés continuent de faire confiance à la médecine traditionnelle, non par défaut, mais parce qu'elle s'appuie sur une connaissance fine des plantes, des cycles naturels, du lien entre corps, esprit et communauté. Selon F. Nyamsi, (2018, p. 156), « la médecine africaine traditionnelle est fondée sur l'expérience, la sensibilité au milieu et la prise en compte du patient dans son environnement global ». Ces savoirs, transmis par les guérisseurs, les matrones ou les aînés, sont aujourd'hui reconnus dans plusieurs pays, où des efforts sont entrepris pour les encadrer et les intégrer dans les systèmes de santé, dans une logique de complémentarité respectueuse (GTENF, 2010, p. 39). En matière de gouvernance, certaines collectivités s'appuient encore sur les conseils de village, les assemblées coutumières ou les figures de médiation traditionnelles pour gérer les affaires locales, trancher les conflits, assurer la régulation sociale. Ces instances, lorsqu'elles sont ancrées dans la légitimité communautaire et ouvertes à l'évolution des mentalités, offrent des modèles de gouvernance fondés sur l'écoute, la participation, le consensus et la mémoire collective

(A. Kane & M. Samba, 2025, p. 27). Elles illustrent une autre manière d'exercer l'autorité, plus relationnelle que verticale, plus inclusive que bureaucratique.

Dans le champ de l'écologie et de l'agriculture, les pratiques endogènes demeurent une source précieuse d'adaptation. La gestion communautaire des ressources, la préservation des semences locales, les techniques de culture associée, les savoirs sur les saisons, les forêts et les points d'eau témoignent d'une rationalité écologique profondément enracinée (GTENF, 2010, p. 40). Ces pratiques, souvent qualifiées de « traditionnelles », anticipent pourtant certaines logiques de durabilité aujourd'hui valorisées dans les approches globales du développement (A. Mbembe, 2010, p. 150).

La médiation sociale, enfin, repose dans de nombreuses régions sur des mécanismes anciens qui ont fait leurs preuves : palabres, rituels de réconciliation, interventions symboliques ou intergénérationnelles. Ces dispositifs, fondés sur la parole, la reconnaissance mutuelle et le rétablissement du lien, permettent souvent d'éviter des conflits longs ou violents, en remettant au centre les relations humaines plutôt que les seules règles formelles (GTENF, 2010, p. 42).

Dans certains pays, notamment au sein de l'Alliance des États du Sahel, ces pratiques sont aujourd'hui repensées dans un cadre politique plus affirmé, comme éléments d'un projet de société qui cherche à se recentrer sur les réalités du terrain. F. Nyamsi, (2018, p. 163), insiste sur le fait que « la souveraineté ne se limite pas aux frontières ou aux institutions ; elle s'étend à la manière de gérer les ressources, de soigner, de gouverner, de vivre ensemble ». Cela témoigne d'une volonté de construire des réponses enracinées, capables de renouer avec les

populations et de restaurer un lien de confiance, de proximité et de sens.

Ces innovations enracinées montrent que les savoirs africains, loin d'être en concurrence avec la modernité, peuvent en être les partenaires actifs. Ils offrent un socle à partir duquel bâtir des politiques adaptées, des pratiques durables et des relations humaines plus justes. Leur redécouverte ouvre ainsi un champ de possibles, dans lequel l'Afrique ne copie pas, mais crée, à partir d'elle-même (J.-M. Ela, 2009, p. 188). Dans les pays de l'Alliance des États du Sahel, ces pratiques endogènes sont aujourd'hui repensées dans un cadre politique plus explicite, articulant souveraineté politique, culturelle et cognitive. La revalorisation des savoirs locaux y prend une dimension stratégique, dans un contexte de rupture avec certaines normes héritées. L'intégration de la médecine traditionnelle dans les politiques sanitaires, le renforcement des médiations coutumières, et l'affirmation d'un modèle éducatif enraciné témoignent d'un effort de réinvention institutionnelle à partir des savoirs populaires. Ce recentrage sur les ressources locales s'inscrit dans une logique de légitimation interne, mais aussi de résistance face à des injonctions extérieures souvent inadaptées.

3.3. Vers un dialogue fécond entre les savoirs : ouverture, hybridation et créativité

Reconnaître et valoriser les savoirs endogènes africains ne signifie pas se refermer sur soi, ni rejeter les autres traditions intellectuelles. Bien au contraire, cette revalorisation ouvre la voie à une nouvelle forme de dialogue entre les cultures et les systèmes de pensée. Comme le souligne B. de Sousa Santos, « le dialogue des savoirs ne vise pas à établir une hiérarchie, mais à permettre la reconnaissance mutuelle et la co-construction de

solutions » (B. de Sousa Santos, 2014, p. 121). Ce dialogue n'est donc pas fondé sur la domination ni sur l'imitation, mais sur l'écoute, la réciprocité et la volonté de créer ensemble. Il permet d'envisager l'élaboration d'un monde intellectuel pluraliste, dans lequel chaque tradition apporte ses ressources propres, ses intuitions, ses méthodes et ses visions (P. Hountondji, 1994, p. 158).

L'Afrique, forte de ses héritages multiples et de sa créativité historique, peut entrer dans cet échange avec confiance. Comme le rappelle V.-Y. Mudimbe, (1988, p. 210), « l'Afrique n'a pas à prouver sa capacité à penser : elle l'a toujours fait, selon ses propres logiques, souvent en silence, parfois en résistance ». Ce qui se joue désormais, c'est la possibilité d'articuler cette pensée avec d'autres, dans une dynamique d'enrichissement réciproque. Le dialogue entre les savoirs devient alors un espace de circulation, de fécondation croisée, de production partagée de sens (A. & M. Samba, 2025, p. 29). Dans plusieurs domaines, on observe déjà les fruits de cette hybridation : des chercheurs croisent des méthodologies modernes avec des approches communautaires ; des artistes s'inspirent des récits oraux pour créer de nouvelles formes esthétiques ; des éducateurs intègrent les traditions locales dans des pédagogies innovantes. Comme le note F. Nyamsi, (2018, p. 169), « l'hybridation des savoirs, loin de diluer les identités, les amplifie et permet de penser ensemble la complexité du monde ». Cette rencontre entre les savoirs permet de mobiliser une palette élargie de ressources intellectuelles et culturelles, ouvrant la voie à des solutions inédites et adaptées aux enjeux contemporains (GTENF, 2010, p. 44).

Ce dialogue exige cependant des conditions. Il suppose une posture d'humilité, un respect des temporalités et des langages

propres à chaque tradition. Il demande aussi une reconnaissance institutionnelle réelle : les savoirs africains ne peuvent entrer en dialogue que s'ils sont reconnus comme légitimes, enseignés, diffusés, discutés dans des espaces où leur voix est entendue à égalité (P. Hountondji, 1994, p. 162). Il ne s'agit pas de juxtaposer les discours, mais de créer les conditions d'une réciprocité féconde.

En s'ouvrant à ce type d'hybridation, l'Afrique ne se dilue pas. Elle affirme au contraire sa capacité à proposer une autre manière d'être dans le monde, fondée sur la relation, la mémoire et l'invention. Le dialogue entre les savoirs devient ainsi un levier stratégique pour relever les défis globaux, qu'ils soient écologiques, sociaux, éthiques ou spirituels (B. de Sousa Santos, 2014, p. 126). C'est dans cet espace partagé que peut naître une nouvelle intelligibilité du monde, plus équitable, plus enracinée, plus humaine.

Conclusion

La résurgence des savoirs endogènes africains, analysée à travers les dynamiques de réhabilitation, d'innovation et de dialogue, révèle bien plus qu'un simple retour à la tradition : elle constitue un puissant levier de transformation sociale pour le continent. En réinscrivant les langues, les pratiques éducatives, les modes de gouvernance, les médecines, les techniques agricoles et les dispositifs de médiation au cœur de la vie communautaire, l'Afrique redonne sens à des ressources longtemps marginalisées et leur confère une nouvelle actualité. Sur le plan social, cette valorisation des savoirs endogènes favorise la cohésion des communautés, le sentiment d'appartenance et la confiance collective. Elle permet de lutter contre l'aliénation culturelle et le complexe d'infériorité, en

offrant aux jeunes générations des repères identitaires solides et des modèles de réussite ancrés dans leur propre histoire (G. Oually, 2025, p. 81 ; F. Sarr, 2016, p. 32). L'intégration de ces savoirs dans l'éducation, la santé, la gestion des ressources et la résolution des conflits contribue à renforcer la résilience des sociétés face aux crises, à promouvoir des pratiques durables et à améliorer le bien-être local (GTENF, 2010, p. 27 ; R. Levy, 2022, p. 8).

Au-delà de leur efficacité pratique, les savoirs endogènes participent à la construction d'une société plus inclusive et solidaire, où la diversité des rationalités et des expériences est reconnue comme une richesse. Ils ouvrent la voie à une modernité enracinée, capable de dialoguer avec le monde sans se diluer, et de proposer des alternatives crédibles aux modèles importés. En cela, la souveraineté cognitive africaine devient un projet social : elle vise à rendre chaque citoyen acteur de son développement, porteur de solutions adaptées et contributeur à la construction d'un avenir commun, plus juste et plus humain (UNESCO, 2024, p. 2).

En définitive, la renaissance des savoirs endogènes africains n'est pas seulement un enjeu de mémoire ou de patrimoine : elle est un moteur de cohésion, d'innovation sociale et de dignité collective, indispensable à la refondation des sociétés africaines et à leur pleine participation à la dynamique du monde contemporain. Redonner voix et sens aux savoirs endogènes, c'est offrir à l'Afrique la possibilité de se réinventer et d'inspirer, par l'exemple, une humanité en quête de nouveaux horizons.

Ainsi, cette étude met clairement en lumière la portée sociale et utilitaire des savoirs endogènes africains : ils contribuent concrètement à la transformation des sociétés, à la promotion

du bien-être collectif et à la construction d'un avenir durable, inclusif et porteur de sens pour l'Afrique et au-delà.

Bibliographie

I. Ouvrages, articles et rapports

- BÂ Amadou Hampâté, 2012. *Cité dans : The Afro News, « La tradition orale en Afrique serait-elle en voie de disparition à l'aube de ce 21ème siècle ? »*, The Afro News, 2012.
- CALENDIA, 2023. *Savoirs endogènes, patrimoine culturel et perspectives de développement*, Paris, Calenda, pp. 1-6.
- CALENDIA, 2024. *L'Afrique subsaharienne face aux enjeux écologiques actuels*, Paris, Calenda, pp. 1-8.
- CÉSAIRE Aimé, 1995. *Discours sur la négritude*, Paris, Présence Africaine.
- DE SOUSA SANTOS Boaventura, 2014. *Epistemologies of the South. Justice against Epistemicide*, Boulder, Paradigm Publishers.
- ELA Jean-Marc, 2009. *Ma foi d'Africain*, Paris, Karthala.
- GARCIA CANCLINI Néstor, 2010. *Culturas híbridas*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- GTENF, 2010. *Rapport analytique sur les savoirs et savoir-faire endogènes*, Paris, ADEA.
- HOUNTONDJI Paulin, 1994. *La rationalité, une ou plurielle?*, Dakar, CODESRIA.
- HOUNTONDJI Paulin, 2019. *Les savoirs endogènes : pistes pour une recherche*, Cotonou, éd. Star.
- JANGADA (Revue), 2021. *Les cultures africaines comme stratégie de mieux-être*, Jangada, ano 9, n°17, pp. 409-424.
- KANE Abdoulaye Élimane, 2011. *La tradition et la modernité en Afrique*, Dakar, L'Harmattan.

- KANE Aminata, SAMBA Moussa, 2025. *Les savoirs endogènes en question*, Dakar, Revue sénégalaise des sciences de l'information, n° spécial, pp. 1-22.
- KOUASSI N'dri Marcel, 2008. *Les modes de transmission du savoir technique en Afrique*, Abidjan, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire.
- LEVY Rachel et al, 2022. *Cartographie des savoirs endogènes en Afrique de l'Ouest et en Occitanie*, Paris, SFER, pp. 1-18.
- EYUPAR EPIETUNG Macaire, 2024. *Langues africaines et sauvegarde des savoirs endogènes*, Revue du Gralifah, pp. 1-14.
- MBEMBE Achille, 2010. *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte.
- MUDIMBE Valentin-Yves, 1988. *L'invention de l'Afrique : Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, Paris, La Découverte.
- NYAMSI Franklin, 2018. *Réflexions pour une politique de civilisation en Afrique contemporaine*, Paris, Éditions Du Net.
- OUALLY Germain, 2024. *Résilience des rites africains face à l'hybridité et à l'acculturation*, Ziglôbitha, n°18, pp. 245-258.
- OUALLY Germain, 2025. *Les savoirs endogènes africains dans l'enseignement/apprentissage*, Revue EVALU'A, n°2, pp. 1-20.
- SARR Felwine, 2016. *Afrotopia*, Paris, Philippe Rey.
- UNESCO, 2024. *Transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique*, Paris, UNESCO.
- WRM, 2024. *Les savoirs endogènes*, Montevideo, World Rainforest Movement.

II. Webographie

- 237ONLINE.COM, 2023. « Le Prof Franklin Nyamsi appelle à l'autonomie de l'Afrique face aux occidentaux », [en ligne], <https://237online.com/le-prof-franklin-nyamsi-appelle-a-lautonomie-de-lafrique-face-aux-occidentaux/> (consulté le 15 mai 2025).
- THE AFRO NEWS, 2012. « La tradition orale en Afrique serait-elle en voie de disparition à l'aube de ce 21ème siècle ? », [en ligne], <https://theafronews.com/la-tradition-orale-en-afrique-serait-elle-en-voie-de-disparition-a-laube-de-ce-21eme-siecle/> (consulté le 15 mai 2025).
- CALENDIA, 2023. *Savoirs endogènes, patrimoine culturel et perspectives de développement*, [en ligne], <https://calenda.org/1111111> (consulté le 15 mai 2025).
- CALENDIA, 2024. *L'Afrique subsaharienne face aux enjeux écologiques actuels*, [en ligne], <https://calenda.org/1111111> (consulté le 15 mai 2025).